

FÉDÉRATION DES CANADIENS-FRANÇAIS

Bulletin de liaison No 2

10 janvier 2020

Matière

1- Société Saint-Jean-Baptiste, l'Action nationale, le MQF. La CAQ et le PQ.

Rédaction : Gilles Verrier
Édition et diffusion : Pierre Bouchard



Chers membres,

Après une semaine. La Fédération des Canadiens-français compte six membres en règle et quatre prospects. Un membre m'a proposé de produire un logo, un atout pour imposer notre image.

Cela ne devrait décourager personne, mais si c'est le cas, je suis prêt à rembourser la cotisation de quiconque aurait des doutes sur la nécessité de notre combat. Il faut reprendre ce qui a été abandonné par la SSJB et l'Action nationale. Il faut reprendre le combat de la légitimité historique. J'en parle [ici](#).

On ne peut se fier à l'État du Québec pour changer les lourdes tendances historiques. L'État du Québec a l'obligation de représenter les deux communautés linguistiques et l'idéologie libérale fait le reste. Que reste-t-il aux Canadiens-français? Il ne leur reste que la possibilité de se regrouper pour faire valoir leurs droits et peser de tout leur poids sur l'État. C'est la mission que s'était donnée les Sociétés Saint-Jean-Baptiste à leur fondation, de même que l'Action nationale. Ces valeureuses organisations historiques ont malheureusement dévié de leur mission pour défendre l'État prétendument national du Québec, sans discernement politique. On a pu constater que peu importe l'enjeu, du moment qu'un différend oppose Québec et Ottawa, elles embarquent dans la mêlée, arguant que tout contentieux est bon pour l'indépendance, comme aime à le répéter Mathieu Bock-Coté. Mais combien de ces différends Québec / Ottawa n'ont aucun rapport avec l'indépendance, ne tenant qu'à une simple tension du pouvoir entre deux juridictions fédérales ? Avec Couillard nous avons un fédéralisme de collaboration, avec Legault nous avons un fédéralisme d'affirmation; dans un cas comme dans l'autre, on a fait profession de foi envers le fédéralisme. On aurait tort de penser que ça ne veut rien dire.

L'exaltation de tout contentieux fédéral provincial qu'on tente d'associer au même premier pas vers l'indépendance est typiquement caquiste-péquistes. Ça relève d'un nationalisme institutionnalisé sans vision et sans l'engagement du combattant. La CAQ ne diffère du PQ que pour s'être débarrassée d'un souverainisme bidon, trop lourd à porter, qui ne faisait que plomber les ambitions électorales du PQ. La CAQ a mis fin à cette hypocrisie. En revanche, elle n'a pas de doctrine de libération, ses membres et son aile parlementaire n'ont pas la préparation politique et mentale pour contester une décision défavorable qui viendrait de la cour suprême, contre par exemple la loi 21. C'est la culture molle du péquisme qui continue de dominer à la CAQ. Toute éducation/mobilisation populaire est exclue d'emblée.

Après toute petite crise, l'État du Québec reprend sa place. Ni Lévesque, ni Parizeau, ni personne n'ont voulu en remettre. Par conséquent, Québec ne s'est jamais imposé comme notre État national. Sa nature profonde est celle d'un État semi-colonial, qui a l'obligation de défendre les deux communautés linguistiques, francophones et anglophones. La première numériquement majoritaire, la seconde minoritaire mais disposant d'atouts exclusifs. D'abord des « droits consacrés », une formule diplomatique glissée dans le préambule de la loi 99 destinée à perpétuer les privilèges coloniaux, ce qui lui confère en fait le statut de majorité sociologique et politique. Cela se vérifie par les milliards de dollars en sur-financement public que l'État alloue généreusement aux institutions anglophones de santé et d'éducation. Un scandale d'injustice ! Le Mouvement Québec français fait fausse route en tentant de convaincre gentiment le gouvernement du Québec de redresser la situation. Certes, les grands dossiers du MQF sont impeccables, mais cet organisme embrouille la réalité en s'adressant à l'État du Québec comme à un ami, comme si ce dernier pouvait changer sa politique, au lieu de dévoiler son impuissance à agir dans le cadre semi-colonial dans lequel il est enfermé. Aucun gain ne sera jamais fait sans avoir pour point de départ une juste analyse des forces en présence.

Cette complaisance à la québécoise nous mène coup sur coup à des échecs depuis cinquante ans. Pauline Marois, candidate à la direction du PQ, avait avoué candidement ne pas savoir quoi faire pour faire l'indépendance. René Lévesque ne le savait pas, Jacques Parizeau ne le savait pas davantage, reprenant à son compte une approche référendaire qu'il avait dénoncé en 1980. Quelle incohérence! Toutes ces improvisations sont naturellement tombées à plat, et se sont retournées contre nous.

La prochaine **course à la chefferie du Parti québécois** risque encore d'être bien décevante car aucun candidat en lice ne semble savoir quoi faire. C'est pourtant simple, nous avons été les victimes de fausses promesses en 1865, d'autres promesses à la veille des référendums de 1980 et de 1995 et de fraudes continues pour nous garder sous la domination anglophone et achever notre assimilation. Un chef qui veut changer les choses devra axer sa campagne sur les injustices que nous subissons depuis 1760, réclamer des réparations; réclamer que les promesses soient tenues ou l'indépendance, sans autre forme de cérémonies.

Le personnel politique doit s'entraîner à livrer une lutte politique parlementaire et extra-parlementaire moins conventionnelle. Il devra acquérir une souplesse et une ténacité qui ne sont pas associés à la carrière de ceux qui prêtent serment à la reine, qui se satisfont de comportements policés et attendent leur retraite sans grande volonté de secouer les colonnes du temple. Cela n'arrivera pas tout seul, spontanément. C'est une organisation comme la nôtre qui pourrait forcer le jeu et les comportements. En attendant, il ne faut pas attendre grand-chose de la prochaine course à la chefferie du PQ, y compris de la part de Frédéric Bastien, qui sauve certes un certain honneur, sans pouvoir cependant se détacher vraiment d'une auto-censure qui le tient.

Faites parvenir ce formulaire à l'agent de liaison de la Fédération à l'adresse de courriel Pierre.Bouchard08@videotron.ca. Nous vous contacterons pour le paiement.

Fédération des Canadiens-Français

Adhésion

Nom et prénom
Adresse
Téléphone
Courriel
Facebook
Comté électoral / ou région
<p>Votre cotisation annuelle de 20 \$ doit être réglée par virement Interac à Pierre Bouchard (Pierre.Bouchard08@videotron.ca). Avec un arrangement préalable elle peut aussi être réglée par chèque et envoi postal. Un reçu vous sera envoyé par courriel. Adhésion de soutien : 100 \$. Les paiements peuvent être étalés à raison de 10\$ par mois.</p>
<p>Le néo-nationalisme a rendu muette la nation canadienne-française. Pour lui redonner du poids politique, rejoignez nos rangs !</p>